

Le sénateur CROLL: Y a-t-il un autre pays où il se fasse quelque chose de semblable?

M. FISHER: Vous voulez dire où on accorde des prêts à faible intérêt pour l'amélioration de l'industrie touristique? Oui, cela se fait dans plusieurs pays.

Le sénateur CROLL: Aux États-Unis?

M. FISHER: Aux États-Unis, ces prêts relèvent d'une loi qui s'appelle, je crois, la loi sur l'administration des petites entreprises.

Le sénateur CROLL: Est-ce une loi récente?

M. FISHER: Assez récente, oui.

Le PRÉSIDENT: En Europe, y a-t-il des pays qui accordent de ces prêts?

M. FISHER: Oui, la Suisse et la France en accordent parce que ces pays attachent un grand prix au tourisme.

Le sénateur CROLL: Mais aux États-Unis, en général, le motel est un établissement fréquenté toute l'année.

M. FISHER: Il n'en était pas ainsi auparavant, même dans le Sud.

Le sénateur CROLL: Il en est ainsi maintenant.

M. FISHER: D'accord, mais il fut un temps, monsieur le sénateur, où les hôteliers de Miami fermaient leurs portes à clé au printemps et attendaient que la clientèle revienne à l'automne.

Le sénateur CROLL: Il y a dix ans de cela.

M. FISHER: Oui, mais il a fallu de la publicité pour provoquer le changement.

Le sénateur CROLL: Oui, mais nous en sommes encore à ce stade au Canada. Allez dans le nord de ma province ou même dans le nord de n'importe quelle autre province, en septembre, et vous trouverez les portes fermées.

M. FISHER: Pas dans les Laurentides.

Le sénateur CROLL: Je vous l'accorde, mais ce n'est qu'une petite région. Il est possible que les Laurentides nous montrent la voie à suivre, du moins dans ma propre province, car il est difficile pour nous de nous prononcer. Par exemple, j'ignore quels sont les problèmes en Colombie-Britannique, ou dans la Prairie. Je ne connais même pas les problèmes des Maritimes. Pouvez-vous imaginer qu'on puisse refuser un prêt à une honnête physionomie comme celle du sénateur Connolly? Il m'a souvent fallu payer d'avance, moi. Si je ne connais pas tous les problèmes, je connais les problèmes dans ma propre province et, à mes yeux, demander au gouvernement de participer, c'est demander au gouvernement d'aller un peu plus loin que ne vont normalement les gouvernements, même si l'agriculture, les pêcheries et d'autres industries de base reçoivent de l'aide.

Le sénateur CONNOLLY (*Halifax-Nord*): Toute plaisanterie à part, il semble évident que quiconque possède un établissement touristique ne pourra pas l'agrandir à moins que le rendement à prévoir en dollars ne soit suffisant. A moins de parvenir à attirer les touristes en nombre suffisant, nous ne trouverons pas l'argent nécessaire pour construire des établissements touristiques. A l'heure actuelle,—si vous m'accordez quelques moments,—il y a beaucoup trop de particuliers qui se lancent dans l'industrie touristique en Nouvelle-Écosse sans avoir les connaissances voulues. Une des grandes déficiences dont souffre l'industrie canadienne du tourisme, d'ailleurs, c'est qu'il n'existe aucun groupe à ma connaissance, sans excepter les gouvernements provinciaux, capable de dire d'une façon vraiment efficace aux exploitants d'établissements touristiques quelles sont les méthodes à employer à l'égard des touristes et comment les appliquer. Les gouvernements provinciaux ne le font pas, ou ne le font que très peu. L'Association canadienne du tourisme ne peut manifestement pas le